

RCS : PERPIGNAN

Code greffe : 6601

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PERPIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00089

Numéro SIREN : 847 590 973

Nom ou dénomination : 2AC FINANCES

Ce dépôt a été enregistré le 22/01/2019 sous le numéro de dépôt A2019/000426

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
**PERPIGNAN**

---



553560

**Dénomination :** 2AC FINANCES  
**Adresse :** 1 rue Des Tourterelles 66700 Argeles-sur-mer -FRANCE-  
**n° de gestion :** 2019B00089  
**n° d'identification :** 847 590 973  
**n° de dépôt :** A2019/000426  
**Date du dépôt :** 22/01/2019

**Pièce :** Liste des souscripteurs du 30/11/2018



553560

**2AC FINANCES**

- :-

**SASU au capital de 430 000 €**

- :-

**Siège social : ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales),  
1 Rue des Tourterelles**

- :-

**RCS PERPIGNAN en cours**

**LISTE DES FUTURS ASSOCIES ET ETAT DES VERSEMENTS**

**"2AC FINANCES"**, société par actions simplifiée à associé unique en formation au capital de **430 000 €**, divisé en 43 000 actions de numéraire de 10 € chacune, entièrement libérées, ayant son siège à **ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), 1 Rue des Tourterelles**, dont les statuts sont établis suivant acte sous seings privés en date de ce jour.

Liste des futurs associés et état des apports effectués pour le compte de la société en formation.

NOM - PRENOM USUEL - DOMICILE DES FUTURS ASSOCIES APORTEURS DE NUMERAIRE	APPORTS EN NATURE EFFECTUES	NOMBRE ACTIONS CORRESPONDANT AUX VERSEMENTS
1. Monsieur Adrien CARRERE	430 000 €	43 000
NOMBRE TOTAL DES FUTURS ASSOCIES : 1		
TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUES	430 000 €	
TOTAL DES ACTIONS CORRESPONDANT A L'APPORT EN NATURE		43 000

La présente liste et le présent état sont certifiés exacts

A ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), le 30 novembre 2018



**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
**PERPIGNAN**



553559

**Dénomination :** 2AC FINANCES  
**Adresse :** 1 rue Des Tourterelles 66700 Argeles-sur-mer -FRANCE-  
**n° de gestion :** 2019B00089  
**n° d'identification :** 847 590 973  
**n° de dépôt :** A2019/000426  
**Date du dépôt :** 22/01/2019

**Pièce :** Rapport du commissaire aux apports du  
28/11/2018



553559



Une nouvelle idée de l'expert-comptable

**RAPPORT  
DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR  
DES APPORTS**

**DE**

**Monsieur Adrien CARRERE**

**A**

**La société 2AC FINANCES (SAS)**



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS**

**Société bénéficiaire 2AC FINANCES (SAS) – Apports en nature de Monsieur  
Adrien CARRERE**

Monsieur l'associé unique de la société 2AC FINANCES (SAS) ;

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique de la société 2AC FINANCES (SAS) en date du 23 novembre 2018, concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Adrien CARRERE au bénéfice de la société 2AC FINANCES (SAS), nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L 225-7 alinéa 1 du Code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de statuts de la société 2AC FINANCES (SAS), qui devrait être constituée le 30 novembre 2018. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée et d'apprécier, éventuellement, les avantages particuliers stipulés.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire de l'apport augmenté de la prime d'apport, et d'autre part, à apprécier les avantages particuliers stipulés.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports ;
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports ;
3. Synthèse et points clés ;
4. Conclusion.

## 1. Présentation de l'opération et description des apports :

### 1.1) Contexte de l'opération :

Le présent apport de titres envisagé par Monsieur Adrien CARRERE, lors d'une augmentation de capital de la société 2AC FINANCES (SAS), vise à regrouper au sein d'une société holding, les titres de participation qu'il détient afin de faciliter, à terme, leur cession et le réinvestissement ultérieur du prix de cession.

### 1.2) Présentation des sociétés et des parties et intérêts en présence :

#### 1.2.1/ Personnes physiques apporteurs :

La société 2AC FINANCES (SAS), sera constituée directement par des apports en nature, et le capital sera détenu par :

- Monsieur Adrien CARRERE, demeurant Mas Pomone, Chemin du Salita à ELNE (66200), né le 13 juillet 1991 à PERPIGNAN (66000), de nationalité française, célibataire et non lié par un Pacte Civil de Solidarité.

#### 1.2.2/ Société bénéficiaire des apports :

La société 2AC FINANCES (SAS) est une société par actions simplifiée à associé unique dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés est :  
« L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières, l'organisation, la gestion administrative et la fourniture de services à toutes sociétés et entreprises sous toutes les formes quel que soit leur objet. Et d'une manière plus générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de la société ou des objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation. Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de création de nouveaux établissements, d'apport, de prise en location gérance. La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne. ».

La durée de la Société est de 99 ans et ce, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le capital social de la société 2AC FINANCES (SAS) s'élèvera à 430 000 euros. Il sera réparti en 43000 actions de 10 euros de nominal chacune, intégralement libérée et détenues par :

- Monsieur Adrien CARRERE pour 43000 actions.

Le siège social de la société sera situé à ARGELES SUR MER (66700) 1 rue des Tourterelles.

#### 1.2.3/ Société AC DEPANN (SARL) dont les titres sont apportés :

La société AC DEPANN (SARL) est une société à responsabilité limitée à associé unique dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés est :

« Le dépannage, remorquage, assistance, mécanique VL, PL, véhicules, vente de véhicules neufs et occasion, achat et vente de toutes fournitures pièces détachées et accessoires aux professionnels et aux particuliers de l'automobile, gardiennage, réparation de véhicules, peinture ».

La durée de la Société est de 99 ans, et ce, à compter du 17 février 2015.

Le capital social de la société AC DEPANN (SARL) s'élève actuellement à 40 000 euros. Il est réparti en 4000 parts sociales de 10 euros de nominal chacune, intégralement libérées et détenues par :

- Monsieur Adrien CARRERE pour 4000 parts sociales.

Le siège social de la société est situé à ARGELES SUR MER (66700) 1 rue des Tourterelles.  
La société 2AC FINANCES (SAS) ne détient, actuellement, aucune participation dans le capital de la société AC DEPANN (SARL).

Les sociétés 2AC FINANCES (SAS) et AC DEPANN (SARL) ont un dirigeant commun en la personne de Monsieur Adrien CARRERE.

### 1.3) Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de statuts de la société 2AC FINANCES (SAS). Elles peuvent se résumer comme suit.

#### 1.3.1) Caractéristique essentielle de l'apport :

L'apport sera réalisé avec effet à la date effective de la constitution de la société 2AC FINANCES (SAS) soit au 30 novembre 2018.

Il est effectué, sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simple tels que fixés par les dispositions de l'article L 225-128 du code de commerce.

En application des dispositions de l'article 150-0 B ter du code général des impôts, les apporteurs entendent bénéficier du sursis d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de l'échange de ses titres de la société AC DEPANN (SARL) contre des titres émis au titre de la constitution de la société 2AC FINANCES (SAS).

En matière de droits d'enregistrement, l'apport donnera lieu au paiement d'un droit fixe, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

#### 1.3.2) Conditions suspensives :

La réalisation définitive de l'opération d'apport n'est subordonnée à aucune condition suspensive.

#### 1.3.3) Rémunération de l'apport :

L'apport des 4000 parts sociales de la société AC DEPANN (SARL), évalué à la somme de 430 000 euros est consenti et accepté moyennant l'attribution de 43000 actions nouvelles de 10 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées qui seront émises au pair par la société 2AC FINANCES (SAS) lors de sa constitution pour un montant de 430 000 euros.

En rémunération de son apport, il sera attribué à :

- Monsieur Adrien CARRERE, 43000 (quarante-trois mille) actions nouvelles de 10 (dix) euros chacune entièrement libérées numérotées de 1 à 43 à créer par la Société 2AC FINANCES (SAS) lors de sa constitution pour un montant de 430 000 euros (quatre cent trente mille euros).

#### 1.3.4) Avantages particuliers stipulés :

Il n'est stipulé, dans le contrat d'apport, aucun avantage particulier.

#### 1.4) Présentation de l'apport en nature

##### 1.4.1) Méthode d'évaluation retenue :

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritères.

##### 1.4.2) Description de l'apport :

Les 4000 titres de la société AC DEPANN (SARL), dont l'apport est envisagé lors de la constitution de la société 2AC FINANCES (SAS), ont été évalués à leur valeur réelle estimée à 430 000 euros, soit 107,50 euros par part sociale. Ainsi :

- 4000 parts sociales de la société AC DEPANN (SARL) seront apportées par Monsieur Adrien CARRERE.

## **2. Diligences et appréciation de la valeur des apports :**

### 2.1) Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports :

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la société 2AC FINANCES (SAS) sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Adrien CARRERE.

Nous avons notamment :

- Rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées en marge de l'examen du contenu du projet de statuts ;
- Vérifié la pleine propriété des actifs apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance de l'activité de la société AC DEPANN (SARL) au regard des comptes annuels clos le 31 décembre 2017 et de la situation intermédiaire établie au 30 septembre 2018 ;
- Examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;
- Etendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèques par recours à des méthodes d'évaluation alternatives à celles retenues par les parties.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants de la société AC DEPANN (SARL) nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres en date du 30 septembre 2018 ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les prévisions d'activité à horizon de 5 ans qui nous ont été communiquées.

## 2.2) Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité avec la réglementation comptable

L'apport envisagé est effectué par une personne physique.

Au terme du projet d'assemblée générale extraordinaire d'augmentation de capital de la société 2AC FINANCES (SAS), les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des parts sociales de la société AC DEPANN (SARL) en tant que valeur d'apport.

*Le choix de ces méthodes de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.*

## 2.3) Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par Monsieur Adrien CARRERE des parts sociales de la société AC DEPANN (SARL) objet du présent apport.

Monsieur Adrien CARRERE est propriétaire :

- De 200 parts sociales de la société AC DEPANN (SARL) numérotées de 1 à 200, pour les avoir souscrites, le 11 février 2015 lors de la constitution de la société ;
- De 3800 parts sociales de la société AC DEPANN (SARL) numérotées de 201 à 4000, pour les avoir souscrites lors de l'augmentation de capital intervenue suivant décision de l'associé unique de la société en date du 1<sup>er</sup> avril 2016.

## 2.4) Appréciation de la valeur de l'apport

### 2.4.1/ Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur des parts sociales représentant 100% du capital de la société AC DEPANN (SARL).

### 2.4.2) Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant uniquement la méthode de l'actif net réévalué de la société AC DEPANN (SARL) à la date du 30 septembre 2018 :

#### La méthode de l'actif net réévalué :

La valeur comptable de l'entreprise correspond à l'actif « net » de l'entreprise à un instant, tel qu'on peut la déterminer à partir des comptes annuels. Toutefois, cet actif net calculé ne correspond généralement pas à la réalité. En effet, les postes figurant dans les comptes annuels sont enregistrés à leur valeur historique, selon les principes comptables français. Certains actifs peuvent être sous-évalués. C'est souvent le cas des actifs incorporels (notamment le fonds de commerce) qui ne sont généralement pas comptabilisés, en cas de création, ou sous-évalués, en cas de développement de l'activité. D'autres actifs ne correspondent en général pas à une valeur négociable, comme les frais d'établissement ou les frais de recherche. Il est donc nécessaire de retraiter les derniers comptes annuels pour procéder aux ajustements nécessaires et déterminer une valeur vénale de l'entreprise. Selon cette méthode, la valeur de l'entreprise reprend les capitaux propres des derniers comptes annuels clos auxquels on ajoute les plus-values latentes sur les actifs et les dettes non comptabilisées.

Au cas d'espèces les plus-values latentes concernent le poste « matériel de transport » dont la valeur vénale, à la date de l'apport, est estimée supérieure à la valeur nette comptable de 36 6678 euros, et le poste « fonds commercial » qui ayant été créé est revalorisé de 143 047 euros en utilisant les méthodes des coefficients professionnels et du multiplicateur du bénéfice net.

Selon cette méthode la valeur des titres de la société AC DEPANN (SARL) est de 434 278 euros soit 108,57 euros par part sociale.

*Cette méthode présente un intérêt en particulier lorsque les actifs de l'entreprise constituent une valeur refuge. Nos calculs n'appellent pas d'observation particulière sur l'évaluation retenue selon cette méthode. La valeur retenue par les parties étant arrondie à 430 000 euros.*

#### 2.4.3) Valorisation de la société AC DEPANN (SARL)

Pour apprécier la valeur de l'apport, nous avons mis en œuvre une évaluation multicritère.

##### *2.4.3.1) Méthodes d'évaluation écartées :*

- La valeur de rendement, compte tenu que la société AC DEPANN (SARL) n'a jamais distribué de dividendes.
- Certaines méthodes basées sur la rentabilité qui soit ne permettent pas de dégager des valeurs suffisamment homogènes, soit sont redondantes avec des méthodes retenues, soit qui ne peuvent s'appliquer à ce type d'entreprise. Sur ces bases, nous avons écarté la valeur de productivité (valeur non homogène), la méthode des multiples de la capacité d'autofinancement (méthode redondante) et la méthode du Price Earning Ratio (qui s'applique essentiellement à des entités importantes).
- Enfin, nous avons écarté la valeur par comparaison avec des transactions comparables car nous n'avons pas trouvé de transactions sur des entreprises comparables de ce secteur d'activité.

##### *2.4.3.2) Méthodes retenues*

- **La valeur patrimoniale réévaluée** qui comprend les capitaux propres de l'entreprise ainsi que les plus ou moins-values latentes sur les actifs. Ainsi, au cas d'espèces le fonds commercial a été réévalué selon la méthode des coefficients professionnels. Selon cette méthode, la valeur des titres apportés serait de 436 585 euros soit 109,15 euros par part sociale.
- L'évaluation selon un **multiple de l'Excédent Brut d'Exploitation**, qui est une méthode utilisée pour les entreprises commerciales et industrielles. Selon cette méthode, il convient d'appliquer à l'EBE un multiple et de corriger le résultat de l'endettement financier. Au cas d'espèce l'EBE n'a pas été retraité, le coefficient choisi est de 2 (soit la moyenne des multiples de l'EBE des transactions du marché). Selon cette méthode la valeur des titres apportés serait de 427 734 euros soit 106,93 euros par part sociale.
- **La valeur d'après la Marge Brute d'Autofinancement (MBA)** permet de capitaliser la capacité bénéficiaire de l'entreprise en la multipliant par un coefficient multiplicateur. Le MEDEF retient une fourchette de 1 à 8 sachant que plus les investissements sont importants plus le multiple doit être faible et inversement. Au cas d'espèces, le multiple retenu est de 3,5. Selon cette méthode la valeur des titres apportés serait de 438 218 euros soit 109,55 euros par part sociale.
- **La méthode du goodwill (ou superbénéfice)** tente de faire la synthèse entre l'approche patrimoniale et l'approche par le rendement. Elle se fonde sur l'actif net réévalué auquel est ajouté le « goodwill ». Ce superbénéfice correspond à la différence entre la rentabilité qui aurait été attendue d'un placement sûr avec les actifs de l'entreprise et les bénéfices

obtenus. Pour l'évaluation selon cette méthode, le taux de rentabilité attendu pour les capitaux investis est de 3%, le taux d'actualisation de 17,14% et la durée d'actualisation retenue est de 3 ans. Selon cette méthode la valeur des titres apportés serait de 454 507 euros soit 113,63 euros par part sociale.

- **La méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF)** consiste à déterminer la valeur intrinsèque d'une entreprise par l'actualisation des flux financiers issus d'un plan prévisionnel à un taux, qui reflète l'exigence de rentabilité du marché vis-à-vis de l'entreprise en tenant compte d'une valeur de sortie à l'horizon de ce plan. Dans ce cadre, nous avons tenu compte :
  - ✓ De prévisions à moyen terme basées sur les données historiques de la société AC DEPANN (SARL) (qui sont assez homogènes), ainsi que de la tendance observée de ce secteur d'activité. En effet, si la croissance de l'activité de la société AC DEPANN (SARL) a enregistré un rythme soutenu au cours des 2 derniers exercices (près de 12% par an), il convient de retenir, à titre de prudence pour les 7 prochaines années, un développement d'un niveau significativement inférieur à celui des exercices précédents (2%).
  - ✓ D'une décote (prime de risque) de 15%, traduite par un taux d'actualisation de 17,14%, et d'une croissance à l'infini de l'activité de 1%.
  - ✓ D'une trésorerie tenant compte des délais normatifs d'encaissement et de décaissement des créances clients et des dettes fournisseurs et d'une absence d'investissement de renouvellement des moyens d'exploitation.
  - ✓ L'absence de valeur terminale.

Selon cette méthode la valeur des titres apportés serait de 439 951 euros soit 109,99 euros par part sociale.

#### *2.4.3.3) Synthèse des valorisations :*

Les valorisations ressortant des approches intrinsèques et analogiques confortent la valeur d'apport retenues par les parties, pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne sur les prochaines années.

	Valeur de l'entreprise	Valeur du titre	Coefficient de pondération	Méthodes retenues
Valeur patrimoniale réévaluée	436 585	109 €	1,00	Retenue
Valeur selon l'EBE	427 734	107 €	1,00	Retenue
Valeur d'après la MBA	438 218	110 €	1,00	Retenue
Méthode du Goodwill	454 507	114 €	1,00	Retenue
Cashflows actualisés	439 951	110 €	1,00	Retenue

#### *2.5) Appréciation des avantages particuliers :*

Le contrat d'apport ne stipule aucun avantage particulier à la société bénéficiaire des apports.

Nous vous rappelons, qu'en la matière, il ne nous appartient pas de rechercher des avantages particuliers qui ne nous auraient pas été signalés.

3. **Conclusion :**

*Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur nette des apports retenue s'élevant à quatre cent trente mille euros (430 000 €), n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.*

Fait à Perpignan, le 28 novembre 2018.

**Pour la SARL ACTIUM AUDIT CONSEIL  
Commissaire aux apports**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a vertical stroke and a horizontal stroke.

**Philippe ADGE  
Commissaire aux comptes signataire**

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
**PERPIGNAN**



553558

**Dénomination :** 2AC FINANCES  
**Adresse :** 1 rue Des Tourterelles 66700 Argeles-sur-mer -FRANCE-  
**n° de gestion :** 2019B00089  
**n° d'identification :** 847 590 973  
**n° de dépôt :** A2019/000426  
**Date du dépôt :** 22/01/2019

**Pièce :** Statuts constitutifs du 30/11/2018



553558

# **STATUTS**

Le ou les soussignés visés infra en 0 ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée devant exister entre eux.

## **0 - IDENTIFICATION DES PARTIES - DECLARATIONS**

- Monsieur **Adrien Alexandre CARRERE**  
Célibataire  
Demeurant à ELNE (Pyrénées-Orientales), Mas Pomone – Chemin du Salita

Né le à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), le treize juillet mil neuf cent quatre vingt onze

## **1. FORME**

Il est institué, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui pourront être créées par la suite, une société par actions simplifiée. Elle est régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des articles L 227-1 à L 227-20 et L 244-1 à L 244-4, et les dispositions générales du Livre II du Code de Commerce (L 210-1 et suivants, L 224-1 et suivants et L 232-1 et suivants), les articles 1832 à 1844-17 du Code Civil, qui lui sont applicables.

Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

## **2. OBJET**

La société a pour objet :

**- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières ; la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières ; l'organisation, la gestion administrative et la fourniture de services à toutes sociétés et entreprises sous toutes les formes quel qu'en soit leur objet.**

Et d'une manière plus générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de la société ou à des objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de création de nouveaux établissements, d'apport, de prise en location-gérance.

La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

## **3. DENOMINATION**

La société a pour dénomination : « **ZAC FINANCES** »

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, il sera indiqué la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales (SAS) et de l'énonciation du capital social.

## **4. SIEGE SOCIAL**

Le siège de la société est fixé à **ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), 1 Rue des Tourterelles**, du ressort du Greffe du Tribunal de Commerce de **PERPIGNAN**, lieu de son immatriculation au R.C.S.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président. Tout transfert en un autre lieu du territoire français sera pris par décision collective des associés dans les formes prévues à l'article 17.

## **5. DUREE**

La durée de la société est fixée à **QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années** à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

## **6. APPORTS**

Il est apporté à la société :

### **6.0. Apports en numéraire**

NEANT

### **6.1. Apports en nature**

Monsieur Adrien CARRERE apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens désignés et évalués ci-après :

<b>AC DEPANN</b>
------------------

QUATRE MILLE (4 000) parts sociales de la société AC DEPANN, société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 40 000 €, dont le siège social est à ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), 1 Rue des Tourterelles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 809 606 882 (**annexe n°1**) ainsi qu'il suit :

- Monsieur Adrien CARRERE apporte 4 000 parts sociales n°1 à 4 000 détenues en pleine propriété valorisées à la somme de QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (430 000 €) soit  
107,50 € la part sociale ..... 430 000 €

L'apport a été vérifié dans sa réalité, ses modalités et son montant par la société ACTIUM AUDIT CONSEIL SARL, sis à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 840 Avenue d'Argelès – Le Phoenix, Commissaire aux comptes désigné en qualité de commissaire aux apports suivant nomination de l'associé unique en date du 23 novembre 2018 (**annexe n°2**) et dont le rapport est annexé à la présente assemblée (**annexe n°3**).

Le rapport du commissaire aux apports est déposé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de PERPIGNAN.

### **Rémunération par titres**

L'apport ci-dessus d'un montant total de 430 000 € est rémunéré à hauteur de 430 000 € par l'attribution de 43 000 actions de 10 € de valeur nominale chacune de la société présentement constituée.

Monsieur Adrien CARRERE, apporte ..... 430 000 €  
rémunérés par 43 000 actions

### **Origine de propriété**

Les QUATRE MILLE (4 000) parts sociales, objet du présent apport, sont détenues par Monsieur Adrien CARRERE ainsi qu'il suit :

- en suite de son apport en numéraire lors de la libération de sa souscription intervenue à la création de la société AC DEPANN en date du 11 février 2015, moyennant le prix de 2 000 €, et rémunéré par l'attribution de **200 parts sociales n° 1 à 200** ;
- en suite de sa souscription à l'augmentation de capital social intervenue suivant décision de

l'associé unique de la société AC DEPANN, en date du 1<sup>er</sup> avril 2016, pour le porter de la somme de 2 000 € à la somme de 40 000 €, par incorporation directe de la somme de 38 000 € prélevée sur le poste « AUTRES RESERVES » et rémunéré par l'attribution de **3 800 parts sociales n° 201 à 4 000**.

L'apporteur déclare en tant que de besoin que les titres apportés constituent un bien propre.

#### Droit d'enregistrement

Compte tenu des conditions de l'apport, s'agissant d'un apport de titres, il sera taxable au titre des apports en nature à titre pur et simple.

#### Taxe sur la valeur ajoutée

L'apport n'est pas concerné par ces dispositions.

#### Report d'imposition

Le présent apport bénéficie du report d'imposition en application de l'article 150-O B ter du Code Général des Impôts.

L'apporteur confirme et déclare expressément :

1° L'apport de titres est réalisé en France ;

2° La société bénéficiaire de l'apport est contrôlée par l'apporteur à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par l'apporteur à l'issue de celui-ci. Pour l'application de cette condition, l'apporteur est informé qu'il est considéré comme contrôlant une société :

*a) Lorsque la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société est détenue, directement ou indirectement, par l'apporteur ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants ou de leurs frères et sœurs ;*

*b) Lorsqu'il dispose seul de la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires ;*

*c) Ou lorsqu'il y exerce en fait le pouvoir de décision.*

L'apporteur est présumé exercer ce contrôle lorsqu'il dispose, directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société bénéficiaire de l'apport, égale ou supérieure à 33,33 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient, directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne.

L'apporteur et une ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérés comme contrôlant conjointement une société lorsqu'ils déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale.

L'apporteur mentionne chaque année, dans la déclaration prévue à l'article 170, le montant des plus-values dont le report est maintenu.

Le report d'imposition prend fin quand, dans les trois ans suivants l'apport, la société cède, annule ou rembourse les titres qu'elle a reçus.

Il est rappelé, en tant que de besoin, qu'à ce jour, l'apporteur détient 4 000 titres depuis plus de 2 ans et moins de 8 ans et qu'ainsi, il est éligible à l'abattement de la plus value sur titres à hauteur de 50 % dans les termes de l'article 150-O D.

#### Affirmation de sincérité

L'apporteur affirme expressément sous les peines édictées par l'article 1 837 du CGI que le présent acte exprime bien l'évaluation réelle du bien apporté.

### Déclaration spécifique de l'apporteur

- Que dans la réalisation de ses prestations pour la clientèle, la société s'est toujours conformée à toutes dispositions législatives et réglementaires, instructions et normes notamment professionnelles applicables à ses affaires, notamment en matière d'hygiène et sécurité, du travail et de toutes qualifications professionnelles et normes techniques requises pour assurer la bonne marche des affaires et le bon traitement des clients.
- Que la société n'a fait ni ne fait l'objet, concernant tant sa propriété du fonds d'activité que son exploitation et ses actifs immobilisés, d'aucune action judiciaire et/ou administrative et/ou contestation et/ou réclamation et/ou procédure de qui que ce soit et visant à contester la propriété de la société sur son fonds d'activités et ses actifs immobilisés ou bien encore pouvant en gêner et/ou empêcher l'exploitation pour notamment non-respect des législations, réglementations, normes ou obligations conventionnelles en vigueur.
- Que la société est propriétaire de son fonds de commerce
- Que le fonds de commerce appartenant à la société est grevé des inscriptions telles qu'apparaissant sur le relevé d'état annexé aux présentes (annexe n°4).
- Que tous les biens immobilisés figurant à l'actif du dernier bilan de la société sont réels ; qu'ils sont la propriété de celles-ci ; qu'ils ne sont grevés d'aucune sujétion, gage, sûreté ou privilège consenti au profit de tiers ; et qu'ils ne sont l'objet d'aucune action en revendication ou en contestation.
- Qu'en ce qui concerne les matériels et installations, ils sont conformes aux prescriptions et normes légales, réglementaires y compris celles relatives à l'hygiène, la sécurité et l'environnement ou contractuelles qui leur sont applicables et toutes les licences et autorisations nécessaires à cet égard ont été obtenues.
- Qu'à ce jour la société a rempli et déposé, conformément à la loi et aux règlements applicables, toutes déclarations notamment fiscales, parafiscales, sociales et para-sociales qu'elle était tenue de souscrire ; qu'elle n'est en infraction avec aucune disposition législative ou réglementaire fiscale ou sociale.
- Que la société a acquitté dans les délais prévus par toutes lois et règlements, tous les impôts, taxes, cotisations et charges sociales et para-sociales et tous prélèvements, charges diverses afférentes à ses activités et à son personnel.
- Que la société n'a fait l'objet d'aucune décision de fermeture prononcée par les Tribunaux et qu'elle n'est actuellement sous le coup d'aucune poursuite condamnation, injonction ou procès verbal pouvant entraîner la fermeture du fonds commercial et artisanal.
- Que la société s'est toujours conformée à la réglementation spécifique à son activité, et qu'elle est identifiée en tant que société de dépannage auprès de la DREAL.
- Que la société n'est membre d'aucune société en participation, d'aucune association, ni d'aucun groupement d'intérêt économique ou groupement européen d'intérêt économique.
- Que la société ne détient aucune filiale ni n'est titulaire d'aucune participation chez une autre société.
- Que la société n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective d'apurement du passif et notamment d'une procédure de redressement judiciaire.
- Que la société relève du régime fiscal de l'impôt sur les sociétés et qu'elle clôture ses comptes au 31 décembre de chaque année.
- Que les transferts de titres sont régis dans les conditions qui suivent au titre des dispositions statutaires :

## **« ARTICLE 9 – CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES »**

*Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.*

*Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.*

*La cession est rendue opposable aux tiers par le dépôt au Greffe des statuts modifiés faisant apparaître la nouvelle répartition du capital social.*

*Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.*

*En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.*

*En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droits ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.*

*En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés.*

*Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.*

*Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.»*

- Que la société au cours des trois derniers exercices comptables a réalisé :

Des chiffres d'affaires hors taxes :

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui s'élevaient à	530 712 €.
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui s'élevaient à	455 585 €.
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 qui s'élevaient à	296 589 €.

Des résultats d'exploitation :

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui s'élevaient à	102 039 €.
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui s'élevaient à	60 559 €.
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 qui s'élevaient à	59 065 €.

- Qu'à ce jour la société est convenablement et suffisamment assurée en ce qui concerne les biens meubles composant l'actif social ainsi que les immeubles et sa responsabilité civile. De même la société remplit toutes les règles de sécurité et d'hygiène prévue par la réglementation en vigueur au jour des présentes.

L'apporteur déclare en outre que les parts sociales apportées ne font l'objet d'aucun gage ou nantissement, d'aucune garantie en général susceptible d'en limiter la propriété ou d'interdire la présente cession.

**Qu'au titre de la politique commerciale de la Société :**

- a) Les conditions générales d'achat et de vente, les prix courants et les conditions de remises de

la société actuellement en vigueur sont conformes aux usages de la profession.

b) Les carnets de commandes et les offres en cours :

- portent sur des commandes acceptées et des offres faites aux clients à des conditions arrêtées selon les mêmes principes que ceux appliqués pendant les trois exercices précédents, sans recours à des remises exceptionnelles,
- concernent des clients dont la solvabilité a été examinée et acceptée par les Cédants selon des critères prudentiels raisonnables.

c) La société négocie librement et en toute indépendance ses prix d'achat et de vente.

d) Rien ne laisse prévoir une interruption dans les relations avec les fournisseurs et les clients principaux, qui pourrait avoir un effet négatif sur la rentabilité de la société.

- Que la société ne détient pas de droits incorporels tels que marques, logos, brevets, droits d'auteur et autres droits
- Que tous les contrats, accords ou engagements écrits ou verbaux auxquels la société est partie ont été conclus régulièrement et dans des conditions habituelles et conformes aux usages de la profession. Ils ne contreviennent à aucune disposition légale ni à aucune décision judiciaire ou administrative.
- Qu'il a été mis à la disposition les contrats, entre la société et quelque personne physique et morale que ce soit, qui puissent constituer, un contrat de mandat commercial, d'affiliation, de franchise, d'exclusivité, de concession, de location-vente ou de location gérance.
- Qu'à sa connaissance, la société n'est partie à aucun contrat ou accord, ni n'est bénéficiaire d'une quelconque habilitation, agrément ou autorisation dont les termes prévoiraient, en cas de changement dans la propriété des parts sociales ou dans la direction de la Société, soit une faculté de résiliation, soit une modification des conditions.
- Qu'aucun autre contrat, aucun droit d'auteur, de propriété industrielle, aucune autre autorisation administrative ne lui est nécessaire ou utile à la conduite de ses affaires.
- Qu'à ce jour, il n'existe aucune dénonciation ou action en résiliation, présente ou passée, aucun différend susceptible d'entraîner une dénonciation ou résiliation des contrats, droits et engagements bénéficiant à la société ni aucun événement ni mesure qui pourrait avoir des conséquences défavorables de quelque nature qu'elles soient pour la société.
- Que d'une manière générale, tous les contrats conclus par la société sont ceux relatifs à l'exploitation normale de son fonds de commerce. Que les contrats et droits utiles ou nécessaires à son activité lui ont été régulièrement consentis, qu'ils sont en cours de validité, qu'ils ne font l'objet d'aucune contestation ni d'aucun différend de quelque nature que ce soit susceptible d'entraîner leur résiliation anticipée ou leur non-renouvellement à leur échéance.
- Que la société n'a donné à ce jour aucune garantie, caution ou aval pour l'exécution d'engagements.

**Qu'au titre de la politique sociale de la Société :**

- Que la société emploie actuellement le personnel tel qu'identifié en annexe (**annexe n°5**).
- Qu'il n'existe avec les salariés aucun contrat de travail écrit ou verbal dont les termes seraient exceptionnels par rapport à ceux communément pratiqués dans la branche professionnelle de la société.
- Que tous les personnels employés dans le cadre de l'exploitation du fonds le sont dans le cadre des règles découlant de la convention collective applicable à l'entreprise.

- Qu'il n'existe aucune revendication sur l'organisation du temps de travail ni aucune revendication du paiement d'heures supplémentaires par le personnel salarié.
- Qu'il n'existe aucun accord collectif, usage ou engagement unilatéral.
- Que les congés payés ou autre élément de salaire, acquis par les personnels sont à jour de règlement, purgés et soldés.
- Que la société est organisée et garantie contre tout risque ou préjudice pouvant résulter de la législation sur les maladies professionnelles (protections des salariés, adaptation des matériels, visite médicale...).
- Que la société a assumé toutes ses obligations en matière de versement au fonds de retraite et ainsi qu'aucune charge, actuelle ou latente, ne pèse à ce titre sur les salariés transférés.
- 

### ➤ **Information des salariés : DROIT DE PREFERENCE SOCIALE**

Il est rappelé que les salariés des entreprises de moins de 50 salariés doivent être informés en cas de cession du fonds de commerce ou de la branche d'activité (C. com. art. L 141-23, al. 1, L 141-28, al. 1, L 23-10-1, al. 1 et L 23-10-7, al. 1 nouveaux).

En l'espèce, l'obligation d'information des salariés n'est pas applicable à la présente opération

### **6.2. Récapitulation des apports en capital**

- Apports en numéraire : NEANT
- Apports en nature : QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (430 000 €), dont 430 000 € en capital.

### **7. CAPITAL SOCIAL**

Le capital de la société est fixé à la somme de **QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (430 000 €)**, divisé en QUARANTE TROIS MILLE (43 000) actions de DIX EUROS (10 €) euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées.

### **8. MODIFICATION DU CAPITAL**

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social, dans les limites prévues par la loi, par décision des associés selon les modalités prévues à l'article 17 des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré. Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

La réduction du capital est autorisée par décision des associés dans les cas et aux conditions prévus par la loi ; les associés peuvent déléguer tous pouvoirs au président à l'effet de la réaliser. La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme que la Société par Actions Simplifiée ou la Société Anonyme.

### **9. LIBERATION DES ACTIONS**

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses

désignées à cet effet, à savoir lors de la constitution, la moitié au moins et lors des augmentations de capital, un quart au moins à la souscription et, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission ; le solde restant à verser est appelé par le président aux conditions et modalités qu'il fixera, sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximal de cinq ans.

Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque associé, trente jours au moins à l'avance.

À défaut par l'associé de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure. De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par le Code de Commerce. Ainsi l'associé qui ne se sera pas exécuté après une mise en demeure sera privé du droit de vote.

## **10. FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires du compte. Tout associé peut demander à la société une attestation d'inscription en compte.

## **11. TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les actions sont transmissibles à l'égard de la société et des tiers par virement de compte à compte.

### **11.1 - Agrément imposé pour les transmissions**

A l'exception des cessions ou transmissions à des associés qui sont libres, toute autre mutation est soumise à l'agrément préalable du président.

L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, succession).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature ; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés. Dans le même sens, si la société présente un caractère unipersonnelle, les héritiers de l'associé personne physique décédé sont automatiquement agréés. Dans le cas où l'associé décédé représentait plus de 50% du capital social et/ou des droits de vote, les héritiers bénéficient également de l'agrément automatique.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS), la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération ; en cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, le président de la société dispose d'un délai maximum de trois mois (date à date) pour agréer ou non la personne désignée ; il notifie sa décision au demandeur. À défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de décès d'un associé également Président de la société (et à défaut d'avoir nommé un nouveau Président), l'agrément des héritiers est donné par les autres associés statuant à la majorité de plus de la moitié des actions qu'ils possèdent, les héritiers du défunt ne prenant pas part au vote et leurs actions n'étant pas prise en compte dans le calcul des majorités. L'associé survivant représentant le plus grand nombre d'actions doit prendre l'initiative de la consultation des autres associés.

Les associés survivants de la société disposent d'un délai maximum de trois mois (date à date) pour agréer ou non la personne désignée ; l'associé majoritaire à l'initiative de la consultation notifie la décision au demandeur. À défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'a agréé pas la personne désignée, le président est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un associé, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital. À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

## **11.2.- Nantissement**

Lorsque la société par l'intermédiaire de son président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres nantis en application de l'article L 228-26 du Code de Commerce.

## **12. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulières des associés.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre ; en conséquence, en cas de cession, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.

Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

À l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'actions sont tenus de se faire représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la personne d'un autre associé ; en cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Tout associé indivis peut exercer l'information prévue par les présents statuts (article 19).

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

En cas de démembrement du droit de propriété de l'action, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où le droit de vote est exercé par l'usufruitier. Le droit d'information prévu par l'article 19 des présents statuts est exercé par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

### **13. PRESIDENT**

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société. En présence d'un associé unique, celui-ci exerce cette fonction ou désigne un tiers.

La personne âgée de plus de soixante quinze (75) ans ne peut être président ; lorsqu'elle dépasse cet âge au cours du mandat, elle est réputée démissionnaire d'office lors de la plus prochaine décision des associés et mettra à l'ordre du jour de cette réunion la décision à prendre pour son remplacement.

Le premier Président de la société est désigné en annexe des présents statuts pour une durée indéterminée.

Par la suite, le Président est désigné par décision collective des associés pour la durée qu'ils fixeront.

Le président sortant est rééligible.

Le Président peut être lié à la société par un contrat de travail, correspondant à un emploi effectif et distinct des fonctions de direction de la Société.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité prévue à l'article 17 en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du président donnera lieu au versement d'une indemnisation équitable au profit du président.

Lorsqu'une personne morale est nommée président de la société, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient président en leur nom propre en application de l'article L 227-7 du Code de Commerce.

La personne morale président sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique, à moins que la société ne préfère désigner un représentant spécial. Dans ce cas, pour être opposable à la société par actions simplifiée, la personne morale est tenue de désigner dans le mois de sa nomination un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de président. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés par lettre recommandée à la

société. Si la personne morale président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la SAS qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).

### **REMUNERATION DU PRESIDENT**

La rémunération du Président est fixée par ce dernier et confirmée par décision de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

### **14. STATUTS ET POUVOIRS DU PRESIDENT**

Le Président est le seul représentant légal de la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformément à l'article L 227-6 du Code de Commerce.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts.

Le Président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix ; il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L 2323-66 du Code du Travail auprès du Président.

### **15. DIRECTEUR GENERAL**

**DESIGNATION :** Le Président peut donner mandat à une personne physique ou morale (ou à plusieurs) associée ou non, pour l'assister dans ses fonctions, à titre de Directeur Général.

**DUREE-POUVOIRS-REMUNERATION :** Dans l'acte de nomination qui pourra faire l'objet des publications légales, le Président fixe la durée du mandat et l'étendue des pouvoirs du Directeur Général. Il détermine sa rémunération et la modifie s'il y a lieu. Celle-ci ne pourra excéder celle du Président sauf si ce dernier exerce son mandat à titre gratuit.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Le Directeur Général n'ayant pas le pouvoir légal de représenter la société envers les tiers, il devra justifier envers ceux-ci de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le Président de l'acte de sa nomination délimitant l'étendue de ses pouvoirs.

Le Directeur général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

En cas de décès, démission ou révocation du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions et attributions ; il provoque une réunion des associés chargée de nommer un nouveau Président dont la désignation met fin automatiquement à ses fonctions.

**FIN DE MANDAT :** Le Directeur Général est révocable à tout moment et sans motivation par le Président. La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation

Le Directeur Général peut démissionner de ses fonctions à tout moment à charge d'en informer le Président deux mois au moins à l'avance

En outre, les fonctions de Directeur général peuvent prendre fin suite :

- A l'arrivée du terme du mandat s'il a été nommé à durée déterminée ;
- Au décès, ou, en cas de personne morale, de dissolution ;

- La transformation ou dissolution de la société.
- Procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire)
- Exclusion de la société en qualité d'associé.

## **16. CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et ses dirigeants ou entre la société et l'un de ses associés disposant d'une fraction de vote supérieure à 10 % ou la société contrôlant une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, est soumise aux formalités de contrôle prescrites par l'article L227-10 du Code de Commerce, et, le cas échéant, donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le Commissaire aux Comptes s'il existe ou à défaut par le Président.

Échappent à ces dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

En cas de Commissaires aux Comptes, le Président et le Directeur Général doivent aviser le Commissaire aux Comptes des conventions intervenues ; cette information sera donnée suite à la demande qui sera faite par le Commissaire aux Comptes et en toute hypothèse au plus tard lorsque les comptes annuels sont transmis au Commissaire aux Comptes.

Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes ; l'associé intéressé prend part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

En présence d'un associé unique :

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

Il est rédigé par le Président une mention en ce sens, destinée à être couchée sur le registre.

## **17. DECISION DES ASSOCIES**

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les associés tant en vertu de la loi que des présents statuts sont celles qui concernent :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la fusion, la scission ou la dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la transformation de la société en une autre forme ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du Président en matière de changement de siège selon l'article 4 ;
- la nomination, la révocation et la confirmation de la rémunération du Président ainsi qu'il est prévu aux articles 13 et 14 ;
- la nomination de Commissaires aux Comptes en cours de la vie sociale ;
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées selon la procédure de l'article 16 ;
- les comptes annuels et les bénéfices. À cet égard, au moins une fois par an et dans les six (6) mois (*six mois si associé unique*) de la clôture de l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

Toute autre décision relève du pouvoir du Président.

Pour tous les domaines d'interventions énoncés ci-avant, les décisions des associés sont prises dans les formes et selon les modalités prévues par le président. Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un acte ou d'une convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable.

La décision de consulter les associés appartient au Président sauf le droit pour le Commissaire aux Comptes de convoquer une assemblée en cas de carence du Président et après l'avoir mis en demeure de le faire.

Le Président est autorisé à utiliser tout support électronique, télématique ou autre dont la production serait admise à titre de preuve envers les tiers et les administrations ; ces supports seront admis tant pour la consultation des associés que pour la justification de celle-ci envers les tiers.

À cet égard, il appartient au Président d'apprécier sous sa responsabilité si le moyen de consultation retenu offre des garanties suffisantes de preuve et permet, si besoin, d'effectuer les formalités inhérentes à la décision prise.

Les décisions autres que celles où la loi ou les présents statuts imposent l'unanimité sont prises à la majorité absolue des voix des associés.

Pour le décompte de la majorité sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné quand le mandat est admis ; les abstentions lors des réunions ou des consultations écrites sont considérées comme des votes contre.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les assemblées, il peut désigner un mandataire en la personne de son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par un autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée.

En cas de consultation écrite, l'associé vote personnellement.

Pour les décisions prises dans un acte, l'associé peut être représenté par toute personne de son choix dès lors que le mandat est régulier et spécial.

Une décision unanime des associés est exigée pour :

- toute augmentation des engagements d'un associé et notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation de la SAS en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable ;
- l'adoption ou la modification de clauses relatives à l'agrément de la société pour les transferts d'actions (art. 11 des présents statuts), l'inaliénabilité temporaire des actions, l'exclusion d'un associé, l'obligation pour un associé de céder ses actions, le tout conformément à l'article 227-19 du Code de commerce.

En présence d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts aux associés lorsqu'une prise de décision collective est nécessaire. Les modalités de consultation des associés sont alors inapplicables. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises par l'associé unique sont répertoriées dans un registre qu'il aura fait coter et parapher.

## **18. MODALITES PRATIQUES DE CONSULTATION**

### **18.1. - Assemblées**

Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du président ou en cas de carence sur celle du commissaire aux comptes, s'il en est un, ainsi qu'il est prévu à l'article 17. Tant que la société est dirigée par un Président (direction non collégiale), le commissaire aux comptes, s'il existe, est convoqué à la seule assemblée d'approbation des comptes.

L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère le mieux adapté et il fixe l'ordre du jour ; il donne connaissance aux associés par tout moyen approprié des résolutions devant

être prises. L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation. Le délai entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de quinze (15) jours. Tout associé non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire ainsi qu'il est indiqué à l'article 17.

L'assemblée est présidée par le président associé de la société ou à défaut par l'associé présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction ; le président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote, intervenu résolution par résolution.

Ce procès-verbal est établi et signé par le président sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé. Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite. Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le président.

### **18.2. - Consultation écrite**

En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse, dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés et notamment ceux visés à l'article 19. Le commissaire aux comptes, s'il existe, est préalablement informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Ces associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote ; le vote peut être émis par tous moyens. Lorsque le document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé sera présumé s'être abstenu.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet. Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant. Dès réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verbal de la consultation. L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.

De même si le président l'autorise pour un ou plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie d'E-Mail. Une copie de l'E-Mail sera faite contenant le nom et l'adresse de l'associé, la date et l'heure d'envoi. Le président certifiera conforme cette sortie papier par rapport au message écran reçu. Cette copie certifiée sera annexée au procès-verbal de la consultation. Pour que l'E-Mail soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé sera considéré comme s'abstenant. Là encore l'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des E-Mails qui empêcherait une manifestation claire de son vote.

Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu ci-avant sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le président établira un procès-verbal faisant état des différentes phases de la consultation et sur lequel sera porté le vote de chaque associé ou le défaut de réponse ; les supports matériels de la réponse des associés quand ils existent seront annexés au procès-verbal.

### **18.3. - Actes**

Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte ; l'apposition des

signatures et paraphe de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le commissaire aux comptes, s'il existe, est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalables des associés et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux. Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte. Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

## **19. INFORMATION DES ASSOCIES**

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes et/ou à un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent, quinze (15) jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du rapport du président, du ou des rapports des commissaires aux comptes s'ils ont été nommés, du tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la société. Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

## **20. EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le 31 décembre 2019.

## **21. ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX**

À la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ce domaine. Il établit un rapport de gestion.

## **22. APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS**

Une décision collective des associés ou l'associé unique approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes, s'il existe, dans un délai de six mois (*six mois pour l'associé unique*) à compter de la clôture de l'exercice.

Cette décision peut être prise en assemblée, par consultation écrite ou dans un acte au choix du président et sous réserve d'une information des associés conformément à l'article 19 des statuts.

La décision collective ou l'associé unique se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la "réserve légale" est descendue au-dessous de cette fraction.

Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs; ils déterminent notamment la part attribuée aux associés sous forme de dividende.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée ou par le conseil d'administration dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice.

### **23. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu de consulter les associés dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

À défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les conditions prévues à l'article L 225-248 du Code de Commerce

Pour le cas où la dissolution n'est pas prononcée, la procédure de régularisation aura lieu conformément aux prescriptions de l'article L 225-248 du Code de Commerce.

### **24. DISSOLUTION - LIQUIDATION**

I) À toute époque et en toutes circonstances, une décision des associés peut prononcer la dissolution anticipée de la société. Un an, au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le président convoque les associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.

À l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés, sur la proposition du président, règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du président et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

II) En présence d'un associé unique, la dissolution de la société décidée par celui-ci entraînera transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation. Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément aux articles 1844-5 et 1844-8 du Code Civil.

### **25. CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la société ou le président, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

### **26. PREMIERS DIRIGEANTS**

Le premier président de la société est nommé sans limitation de durée (nomination en annexe).

### **27. DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Si les seuils sont atteints ou si les associés décident d'une nomination volontaire, et d'une façon générale en cas de commissariat aux comptes, les commissaires aux comptes sont nommés pour une durée de six exercices.

Le ou les Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. En conformité des dispositions de l'article L 823-1 du Code de Commerce, il est procédé à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, si le

commissaire aux comptes titulaire est une personne physique ou une société unipersonnelle. La nomination du ou des commissaires aux comptes suppléants intervient dans des conditions identiques à la nomination des commissaires aux comptes titulaires.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

## **28. JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE**

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales)

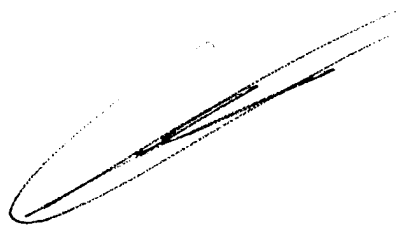
Le 30 novembre 2018

En 3 originaux dont un pour rester déposé au siège social et deux pour l'accomplissement des diverses formalités.

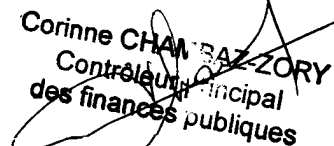
Un exemplaire des statuts sur papier libre a été remis à chaque associé fondateur.

---

**Monsieur Adrien CARRERE**



PERPIGNAN SERVICE DE LA Mairie FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
PERPIGNAN  
Le 14/11/2018 - Dossier 2018-0001513 - référence : 60041911 2018 A 00402  
Les 28 novembre 2018 - Perpignan (06)  
Toua Leguiz - Zuo Fano  
Mairie de Perpignan - Perpignan  
Le Contrôle général des finances publiques



**Corinne CHAMBAZ-ZORY**  
Contrôleuse principale  
des finances publiques



N° de gestion 2015B00200

*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 11 novembre 2018

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	809 606 882 R.C.S. Perpignan
<i>Date d'immatriculation</i>	17/02/2015
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>AC DEPANN</b>
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	40 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	1 Rue des Tourterelles 66700 Argelès-sur-Mer
<i>Activités principales</i>	Dépannage, remorquage, assistance, mécanique VI, pl, véhicules, vente de véhicules neufs et occasions, achat et vente de toutes fournitures pièces détachées et accessoires aux professionnels et aux particuliers de l'automobile gardiennage, réparation véhicules, peinture.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 17/02/2114
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**

**Gérant**

<i>Nom, prénoms</i>	CARRERE Adrien Alexandre
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 13/07/1991 à Perpignan (66)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	18 Rue De la Côte Vermeille 66430 Bompas

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	1 Rue des Tourterelles 66700 Argelès-sur-Mer
<i>Enseigne</i>	AC DEPANN
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Dépannage, remorquage, assistance, mécanique VI, pl, véhicules, vente de véhicules neufs et occasions, achat et vente de toutes fournitures pièces détachées et accessoires aux professionnels et aux particuliers de l'automobile gardiennage, réparation véhicules, peinture.
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/04/2016
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

**DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX APPORTS**  
**Articles L 227 -1 et L 225-8 du Code de Commerce**

Le soussigné :

- **Monsieur Adrien Alexandre CARRERE**  
Demeurant à ELNE (Pyrénées-Orientales), Mas Pomone – Chemin du Salita

envisage de constituer une société par actions simplifiée à associé unique, dont il sera le seul associé, qui sera dénommée **2AC FINANCES**, dont le siège social sera à ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), 1 Rue des Tourterelles ,

Le capital de cette société sera constitué par des apports en nature composés des titres de la société suivante :

- QUATRE MILLE (4 000) parts sociales de la société **AC DEPANN**, société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 40 000 €, dont le siège social est à ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), 1 Rue des Tourterelles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 809 606 882,

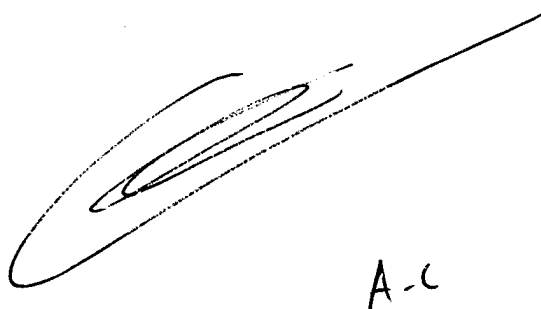
Qu'en contrepartie de cet apport en nature, l'apporteur, Monsieur Adrien CARRERE, recevra sous réserve de la vérification prescrite par la Loi, 43 000 actions de 10 € de valeur nominale de la société **2AC FINANCES**, rémunérant cet apport.

**Aux fins de réalisation de cet apport en nature à ladite société, le soussigné a décidé, conformément aux dispositions de l'article R225-7 alinéa 1 du Code de Commerce, de désigner :**

*La société « ACTIUM AUDIT CONSEIL SARL », société à responsabilité limitée à associé unique dont le siège social est à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 840 Avenue d'Argelès - Le Phoenix, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 491 761 623*

en qualité de Commissaire aux apports, ayant pour mission d'établir un rapport sur l'apport en nature décrit ci-dessus, et qui sera annexé aux statuts de la société 2 AC FINANCES.

FAIT A ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales),  
Le 23 novembre 2018



A-C

ANNEXE n°4

## ETAT D'ENDETTEMENT

### AC DEPANN

809 606 882 R.C.S. PERPIGNAN  
Greffe du Tribunal de Commerce de PERPIGNAN

Imprimer

#### POUR RECEVOIR UN ETAT D'ENDETTEMENT DÉLIVRÉ ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER

L'information qui vous est fournie sur les diverses inscriptions de Privilèges et Nantissements présente toutes les garanties de fiabilité. Toutefois, seuls les états délivrés et certifiés par le Greffe font foi de l'existence ou de l'absence d'inscription.

RECEVOIR  
PAR  
COURRIER

UN DÉBITEUR CORRESPOND AU NUMÉRO RCS :

**AC DEPANN** - 809 606 882 R.C.S. PERPIGNAN  
1 R des Tourterelles 66700 ARGELES-SUR-MER

A-c

Etat d'endettement &gt; Débiteurs

**DÉBITEURS****Imprimer****AC DEPANN**

809 606 882

R.C.S. PERPIGNAN

**Adresse :** 1 R des Tourterelles 66700 ARGELES-SUR-MER

Greffe du Tribunal de Commerce de PERPIGNAN

*En cas de réserve, veuillez consulter le détail des inscriptions ci-après.***POUR RECEVOIR UN ETAT D'ENDETTEMENT DÉLIVRÉ  
ET CERTIFIÉ PAR LE GREFFIER**

RECEVOIR PAR COURRIER

TYPE D'INSCRIPTION	NOMBRE D'INSCRIPTIONS	FICHER À JOUR AU	SOMMES CONSERVEES
<b>Privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Nantissements du fonds de commerce ou du fonds artisanal (conventionnels et judiciaires)</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Privilèges du Trésor Public</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Protêts</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Privilèges du vendeur de fonds de commerce et d'action résolutoire</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Nantissements de l'outillage, matériel et équipement</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Déclarations de créances</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Opérations de crédit-bail en matière mobilière</b>	1	08/11/2018	-
<b>Masquer le détail</b>			

A - C

**Inscription du 10 juin 2016 Numéro 1032**

Au profit de : NATIXIS LEASE  
4 Place de la Coupole CHARENTON-LE-PONT 94676

Biens concernés :  
6FPGXXMJ2GGB43440 FORD RANGER 2200 TDCI 160CV BOITE 6 MANUELLE G

<b>Publicité de contrats de location</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Publicité de clauses de réserve de propriété</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Gage des stocks</b>	Néant	11/11/2018	-
<b>Warrants</b>	Néant	11/11/2018	-
<b>Prêts et délais</b>	Néant	08/11/2018	-
<b>Biens inaliénables</b>	Néant	08/11/2018	-

### Personnel présent - Octobre 2018

Salarié	N° SS	Emploi	Date entrée	Date sortie
00005 FONTAINE BASTIEN	191062705623029	Mécanicien Dépanneur	01/04/2016	
00006 ROUX JONATHAN	189096613603620	Mécanicien dépanneur	01/04/2017	
00007 ROUANET CELINE	274091107602326	Secrétaire	03/10/2016	
00010 PENIN THIBAUT JEAN HENRI	190036613626732	Mécanicien dépanneur	03/09/2018	

A.C

ANNEXE n° 5

**ANNEXE n° 6**

**LISTE DES FUTURS ASSOCIES ET ETAT DES VERSEMENTS**

"2AC FINANCES", société par actions simplifiée à associé unique en formation au capital de **430 000 €**, divisé en 43 000 actions de numéraire de 10 € chacune, entièrement libérées, ayant son siège à **ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), 1 Rue des Tourterelles**, dont les statuts sont établis suivant acte sous seings privés en date de ce jour.

Liste des futurs associés et état des apports effectués pour le compte de la société en formation.

NOM - PRENOM USUEL - DOMICILE DES FUTURS ASSOCIES APORTEURS DE NUMERAIRE	APPORTS EN NATURE EFFECTUES	NOMBRE ACTIONS CORRESPONDANT AUX VERSEMENTS
1. Monsieur Adrien CARRERE	430 000 €	43 000
NOMBRE TOTAL DES FUTURS ASSOCIES : 1		
TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUES	430 000 €	
TOTAL DES ACTIONS CORRESPONDANT A L'APPORT EN NATURE		43 000

La présente liste et le présent état sont certifiés exacts

A ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales), le 30 novembre 2018

A-C

ANNEXE n° 7

**NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT**

de la société «**2AC FINANCES**», société par actions simplifiée à associé unique en formation au capital de **430 000 €**, ayant son siège à **ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales)**, **1 Rue des Tourterelles**, dont les statuts sont établis suivant acte sous seings privés en date de ce jour.

**0. - PARTIES A L'ACTE**

- Monsieur Adrien CARRERE

Associé unique de la société ci-dessus dénommée

**I - NOMINATION DU PRESIDENT - REMUNERATION**

En application des dispositions de l'article 13 des statuts de la société ci-dessus dénommée, l'associé unique nomme :

- Monsieur Adrien CARRERE, l'associé unique comme premier Président.

La durée du mandat n'est pas limitée.

La fixation de la rémunération du Président est reportée à une décision ultérieure.

Le Président désigné, intervenant à cet effet, déclare accepter le mandat confié, précisant qu'à sa connaissance, il ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction ou de déchéance faisant obstacle à son exercice.

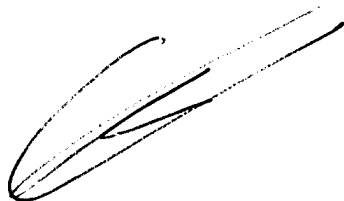
**II. - POUVOIRS**

Tous pouvoirs sont confiés à tout porteur soit de copies authentiques ou d'originaux selon le cas, soit de copies ou d'extraits conformes du présent acte à l'effet de l'accomplissement de toutes formalités requises.

Fait à ARGELES SUR MER (Pyrénées-Orientales),

Le 30 novembre 2018

en 3 originaux formant annexe des statuts de la société susvisée.



A-C